

**Frais de scolarité pour les étudiants
extracommunautaires - Réponse de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes, à
une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 28 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

La mobilité étudiante progresse partout à travers le monde, pourtant la place de la France recule. Nous ne pouvons pas accepter cette situation : il est indispensable de moderniser notre dispositif, ce qui n'a pas été fait depuis plusieurs décennies.

C'est le sens de la stratégie que le Gouvernement a présentée le 19 novembre dernier. Notre objectif est ambitieux, puisque nous voulons accueillir 500.000 étudiants internationaux en 2027 et améliorer significativement leurs conditions de séjour et d'études. Pour cela, un fonds de 10 millions d'euros sera créé dès 2019.

Oui, nous voulons donner aux universités les moyens de se renforcer et, oui, nous allons instaurer des frais d'inscription différenciés pour les étudiants internationaux extracommunautaires par rapport aux étudiants français et européens. Mais, non, ce n'est en rien une mesure discriminatoire, et certainement pas une discrimination sociale.

Comme l'a indiqué le Premier ministre, la collectivité nationale gardera à sa charge les deux tiers du coût de ces formations. Nous allons consentir un effort significatif en triplant, de 7.000 à 21.000, le nombre de bourses.

Il existe déjà un grand nombre d'exonérations accordées par les universités, qui ont vocation à s'accroître. En outre, l'examen des demandes de logements étudiants au CROUS prendra en compte la situation personnelle des étudiants internationaux. Nous serons particulièrement attentifs à l'Afrique, pour laquelle des mesures d'accompagnement inédites et fortes sont prévues, comme la multiplication des bourses et la projection de nos établissements à l'étranger.

Renforcer notre système universitaire épouse l'intérêt de nos établissements, de nos étudiants et de la nation. Tel est l'objectif du gouvernement !./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)